



Commission Santé Protection sociale

Déclaration du PCF

« ETE 2014 : silence ! C'est le massacre à la tronçonneuse ! »

Si la météo morose a occupé les médias avec beaucoup de complaisance, c'est pour beaucoup, pour permettre au gouvernement Hollande/Valls, dans la plus parfaite discrétion de « faire vite et plus loin » la mise en musique du « pacte de responsabilité/plan d'économies ».

Rafraîchissons les mémoires : acte 1- au nom de la baisse du « coût du travail »... pour rétablir les marges des entreprises, le gouvernement fait un cadeau royal au patronat de près de 41 milliards ; acte 2- Valls décide d'un « plan d'économies » de 50 milliards... pour financer ce cadeau royal, tout en affirmant combattre les déficits publics ; acte 3 en juillet fait voter les lois rectificatives des finances publiques et de la sécurité sociale pour la mise en œuvre dès 2014 de ce plan de casse sociale hors du commun !

Alors même que tous les indicateurs économiques et sociaux sont en berne, attestant de l'iniquité insupportable pour la population, le gouvernement entend poursuivre sa politique ultralibérale : la casse industrielle poursuit son train d'enfer, le chômage et la précarité n'ont jamais été aussi de masse, le pouvoir d'achat des ménages est plombé, 1 million de pauvres de plus depuis 2011 !

Dans le même temps, nous apprenons que les entreprises françaises, plus fort que toutes les entreprises européennes, ont versé des dividendes en hausse de 30% au deuxième trimestre 2014. Les sociétés du CAC 40 ont décidé de distribuer la moitié de leurs profits en dividendes, soit près de 40 milliards ! Cherchez l'erreur !

Cette gabegie financière qui enfonce encore plus le pays dans la récession/déflation entraînant appauvrissement et régression sociale, prend ses sources dans le plus grand hold-up jamais mis en place depuis la Libération : celui de la Sécurité sociale et de la protection sociale. Le grand patronat tient sa revanche, et cela avec le soutien logistique d'un gouvernement élu en 2012 par une majorité de gauche !

Le pacte de responsabilité entre le gouvernement et le Medef est en vérité un acte d'allégeance au diktat du grand capital : sus aux cotisations sociales, vive le grand marché « libéré » de la santé ! Les 41 milliards d'exonérations/allègements de cotisations sociales ne suffiront pas à calmer les appétits des Gattaz/Sanofi et consorts : la prochaine étape du PLFSS 2015 va faire l'objet d'une intense bataille, en sachant déjà que les 10 milliards d'économies sur les dépenses maladie prévues d'ici 2017 sont déjà insuffisants...

La LRFSS 2014 votée en juillet n'était que le hors-d'œuvre ! Alors que l'ONDAM 2014 a été baissé de plus de 800 millions d'euros, tout présage que c'est surtout le champ de la santé qui est visé. Plus encore, ce sont les hôpitaux publics qui sont dans le collimateur. Les « traitements » sont connus : en finir avec les actes inutiles et redondants, accélérer les coopérations/fusions, la coopération ville/hôpital, le développement à marche forcée de la chirurgie ambulatoire...

Le gouvernement Hollande est engagé depuis deux ans dans une stratégie globale et cohérente de transformation en profondeur de notre système de santé, relayé en cela par le MEDEF qui entend « avec les entreprises assurer l'avenir du système de santé en conjuguant efficacité, innovation et responsabilité » ! Fermez les bannières !

Avec le PLFSS 2015 le projet de loi de santé qui doit être présenté à l'Assemblée nationale en début d'année prochaine structure la prochaine étape : une loi non-dite de santé publique qui prolonge en l'aggravant la loi HPST, donnant tout pouvoir aux ARS pour accélérer les concentrations hospitalières devenues obligatoires et où le privé pourra faire son « marché », promettant toute libéralité au secteur libéral au nom de la proximité, adaptant les glissements de compétences au nom de l'efficacité...

Ce projet, comme la communication ministérielle, ne peut pas faire illusion. La nouvelle langue gouvernementale cache des choix politiques graves confirmés par la nomination d'un ex-banquier d'affaires dans le gouvernement Valls 2. Il n'y a pas d'issue dans cette fuite en avant de la privatisation, de la casse du service public hospitalier ! Il n'est pas possible de continuer dans cette voie qui oblige les malades à un parcours du combattant pour se faire soigner, qui aggrave les conditions de travail des personnels de santé, malades de ne pas réussir à bien faire leur travail.

Nous sommes bien engagés dans un combat à court terme hautement politique, logique contre logique ! Coût du travail ou coût du capital, il faut choisir ! L'avenir de notre système de santé, notre protection sociale fondée sur les principes de solidarité et d'universalité issus du programme du Conseil de la Résistance sont au cœur de cet affrontement.

Plus de 200 milliards sont mobilisables immédiatement pour inverser la logique. Il est temps de recréer le cercle vertueux des prélèvements fiscaux et sociaux pour financer les besoins humains. N'en déplaise à Hollande/Gattaz/Valls : il y a une alternative à leur politique désastreuse !

Changer de logique c'est redonner de la valeur au travail vivant :

- 100 000 emplois créés c'est 2,5 milliards en plus de cotisations ; 1% d'augmentation des salaires c'est 2 milliards.

Dans l'immédiat le PCF, avec toutes celles et ceux en lutte pour combattre l'austérité et la casse entend intensifier ses initiatives pour obtenir la fin des exonérations sociales et fiscales, du gel des salaires, prestations sociales et retraites, le financement de l'hôpital public à la hauteur des besoins, une véritable réforme de financement de la sécurité sociale basée sur la cotisation.

Août 2014